

OSER LE DÉSERT ?

DES PAYS SANS PAYSANS

JACQUES LÉVY

Géographe, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université de Reims.

A récemment publié :

« A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ? »

(Espaces Temps, n° 51-52)

L'Ancienne campagne, est morte, un chantier de société s'ouvre.

La civilisation urbaine engendre des espaces vides, qu'il convient

d'aménager pour répondre à une demande nouvelle

de « nature » protégée, plutôt que de voir

l'espace peuplé de pavillons péri-urbains.

Il faut savoir

« oser le désert ».



« **H**alte à la désertification ! », « Pas de pays sans paysans ! ».

Ces slogans ne travaillent pas dans le réel mais dans un mythe, celui de la campagne. Ce qu'adorent les urbains, ce seraient des paysans d'autrefois, sans machines, sans engrais, des fermières en tablier à carreaux chez qui l'on va chercher les œufs, un berger qu'on croise avec ses brebis lors d'une balade en montagne. Mais cette ruralité est morte pour que l'agriculture vive, produise, exporte.

Le mythe de la ruralité n'en est pas moins une réalité essentielle, qui continue d'organiser les représentations géographiques de la majorité des agriculteurs et d'une bonne partie de la société française. Lorsque les agriculteurs mani-

festent contre un possible accord au Gatt (General Agreement on Tariffs and Trade, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ou contre la réforme de la politique agricole commune (PAC) de la CEE, l'originalité de leur démarche ne réside pas tant dans leur « corporatisme géographique », qui les pousse à réclamer plus de protection et plus d'assistance. On voit le même processus à l'œuvre dans le cas des industriels français du textile face à la pénétration asiatique. Ce qui est spécifique du discours des agriculteurs (et les rapproche sur ce plan des groupes de pression des industries culturelles), c'est la tentative de convaincre l'ensemble des Français que c'est l'intérêt national qui est en jeu : accepter le Gatt et la nouvelle PAC, ce

serait détruire l'identité de la France. Pourquoi ? Parce que ce serait faire disparaître les agriculteurs, donc la vie rurale, donc le tissu nourricier du territoire français.

Cette affirmation appelle deux séries de réflexions. La première porte sur l'analyse de la situation actuelle : qu'en est-il du monde rural en France ? La seconde concerne le projet spatial de société que les Français souhaitent mettre en œuvre : faut-il craindre un pays sans paysans ?

LA CAMPAGNE EST MORTE

Le monde que prétendent défendre les syndicats agricoles n'existe plus. La campagne, au sens où on l'entend couramment, c'est-à-dire un espace struc-

Entre Mende et Laguiole... Jusqu'à la fin des années 20, la majorité des Français habitait la campagne. Aujourd'hui, 96 % d'entre eux vivent dans une « zone de peuplement industriel ou urbain ».

turé par l'agriculture et les modes de vie qu'elle engendre, est morte et définitivement morte.

Dans les pays développés, on trouve des espaces plus ou moins urbains, mais les moins urbains ne constituent plus le cœur d'une autre forme de civilisation, seulement l'extrême périphérie de la ville. L'« exception française », qui avait maintenu jusqu'aux années 1970 une population rurale et agricole importante, s'est effacée. 96% des habitants de la France vivent dans une « zone de peuplement industriel ou urbain » (ZPIU), c'est-à-dire dans un centre ancien, dans une banlieue ou dans un milieu périurbain. Les deux millions restants résident souvent aux marges des ZPIU et, même dans ce qu'on appelle parfois encore le « rural profond », les relations avec la ville et ses activités sont loin d'être inexistantes. L'automobile et les réseaux de communications permettent une accessibilité à la ville quantitativement importante, même si ce sont les formes les moins interactives (consommation, flux programmés) qui l'emportent.

C'est pourtant cette « exception française » qui explique que, malgré ces changements révolutionnaires, la ruralité survit dans les mythes et dans la mise en scène de ces mythes.

Notons d'abord que comparée à d'autres pays d'Europe, l'urbanisation de la France est un phénomène récent. Jusqu'à la fin des années 1920, la majorité des Français habite la campagne. Cela signifie que la plupart de nos concitoyens, directement ou par leurs ascendants vivants, maintiennent un contact avec les manières campagnardes de vivre et de penser. L'idée qu'il serait bon de produire autant d'aliments que l'on peut pour éviter les famines, que le concept de surproduction ne s'appliquerait pas à l'agriculture n'a plus de fondement rationnel ; elle n'est cependant pas encore éradiquée de nos esprits. Rappelons-nous ensuite que l'édifice politique français repose depuis plus de cent ans sur la surreprésentation du monde rural (communes, conseils généraux, Sénat) destinée à ancrer les paysans dans la République. Enfin, cette ruralité à la française s'insère dans une conception globale de la société dans laquelle trônent un État, avec ses fonc-

tionnaires et son armée, et une nation, avec son peuple et son Église. Dans ce dispositif, le territoire joue un rôle majeur : il est à la fois le terroir des paysans et le sol de l'État. La géographie de la Troisième République enseignera à des générations l'harmonie des paysages, de la position et de la forme même du territoire français. Un aspect de cette harmonie, c'est l'occupation continue par les paysans de toute la surface du pays. Ce fut une défense contre les invasions, un élément de stabilité et de cohésion sociale. La territorialité de l'espace est le lieu de rencontre, fondamental en Europe de l'Ouest, entre la logique socio-économique des paysans libres et la logique géopolitique de l'État.

MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

C'est cet ensemble de mythes fondateurs d'une certaine identité française qui est entré en crise. Presque en même temps que l'urbanisation généralisée, se produisaient, selon des rythmes légèrement décalés, la mondialisation de l'économie et la construction européenne. Ces trois processus fabriquent un nouvel espace français. Les réseaux de villes et de communications multiples s'y articulent avec des territoires, désormais situés à l'intérieur des villes, profondément renouvelés. Les zones agricoles n'ont plus pour partenaire privilégié le bourg ou le chef-lieu de canton, mais les concurrents du Jutland ou du Middle West, Paris, Bruxelles et la Bourse de Chicago. Dans cette géographie élargie et transformée, l'État-nation voit sa place relativisée, ce qui impose une nouvelle définition de l'identité de ses membres.

Tous les agriculteurs n'habitent pas, loin s'en faut, dans ces espaces *infra-urbains* : beaucoup sont des banlieusards ou des périurbains. Comme dans l'ensemble ils ne représentent plus que 5 % de la population active du pays, ils sont partout minoritaires. Ils le sont plus encore si l'on prend en compte l'habitat non permanent des autres urbains : résidences secondaires, espaces de loisirs et de vacances. Bien des communes « rurales » sont ainsi sauvées de la faillite par des habitants totalement étrangers au monde rural traditionnel. Inversement, les zones agricoles les plus prospères, dans le Bassin parisien notamment, exigent peu d'hommes et beaucoup de surfaces. Dans ce cas, le « désert » est associé à une forte productivité agricole,

de la même manière qu'une usine moderne comprend un tout petit nombre d'ouvriers.

UNE NOUVELLE CIVILISATION

L'on perçoit ce qui meurt, mais l'on tarde à penser ce qui naît. La civilisation urbaine n'est encore qu'un vague projet. La victoire de l'urbanisation demeure, si totale soit-elle, une victoire honteuse, car ses acteurs ne l'ont pas voulue et l'ont même, au travers du périurbain, pervertie. Lorsque les repères manquent, l'on se rattache aux mythes. Celui de la désertification en est un.

Dans un contexte où, malgré la baisse continue du nombre de leurs agriculteurs, la France en Europe, l'Europe dans le monde sont devenues et ont toutes raisons de demeurer des puissances agricoles majeures, l'idée de *jachère*, celle de *désert* possèdent la force désarmante du bon sens. Certaines régions françaises perdent des habitants et quelques cantons, dans le Massif Central notamment, se désertifient effectivement. C'est gênant pour ceux qui restent et la solidarité à leur égard s'impose, mais est-ce au fond si grave ? Si la France est complètement urbanisée — et elle l'est — ne vaut-il pas mieux qu'elle le soit *proprement*, c'est-à-dire avec de vraies villes et non, comme dans les agglomérations

Certaines régions perdent des habitants et quelques cantons se désertifient effectivement. Mais est-ce au fond si grave ?

nord-américaines, en de monotones banlieues interminablement étirées. Qu'il y ait de petits territoires sans habitant ou presque, c'est ce que connaissent de nombreux pays tout à fait civilisés et nullement privés d'identité, comme l'Écosse, la Castille ou... la Champagne. L'exemple des hautes et moyennes montagnes, réinsérées dans l'espace à haute valeur ajoutée par les sports d'hiver ou par les « parcs naturels », montre que le départ des habitants traditionnels ne signe pas nécessairement la mort d'un lieu mais peut au contraire marquer sa renaissance.

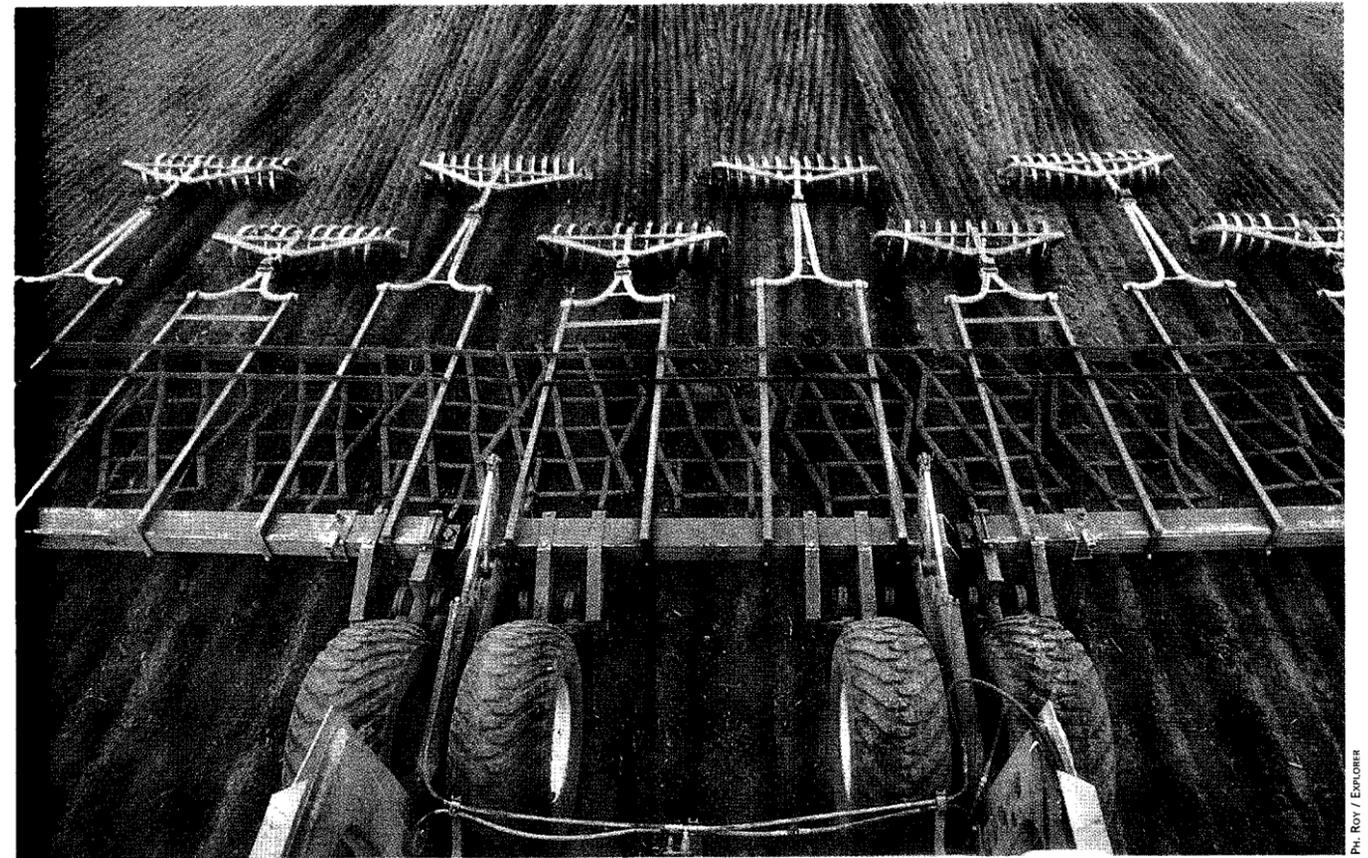
L'AGRICULTURE SANS ASSISTANAT

La relation entre densité de la population et efficacité de l'agriculture n'est relativement claire que dans le cas où les agriculteurs représentent une part importante de sociétés locales elles-mêmes bien structurées. On rencontre cette situation dans les zones moyennement favorables qui ont jusqu'ici plutôt bien résisté mais qui se trouvent menacées par les nouvelles vagues de modernisation. C'est dans ces régions, d'ailleurs très diversifiées (en font partie les marges du Massif Central comme l'est du Bassin parisien) que l'idée d'« entretien du paysage » a le plus de sens : en plus de leur activité agricole ou des opérations annexes de commerce et de service, les « nouveaux paysans » pourraient recevoir un revenu supplémentaire, issu de la collectivité et non des clients, pour assurer la maîtrise humaine sur des espaces à dominante naturelle. Il s'agit bien d'un travail spécifique que d'autres personnes pourraient en principe effectuer tout autant. On sort donc complètement du cadre de la subvention. En tant que branche économique classique, l'agriculture cesserait d'être administrée et aborderait sans assistanat le marché mondial. En tant que producteurs d'un bien « systémique » intéressant l'ensemble de la société,

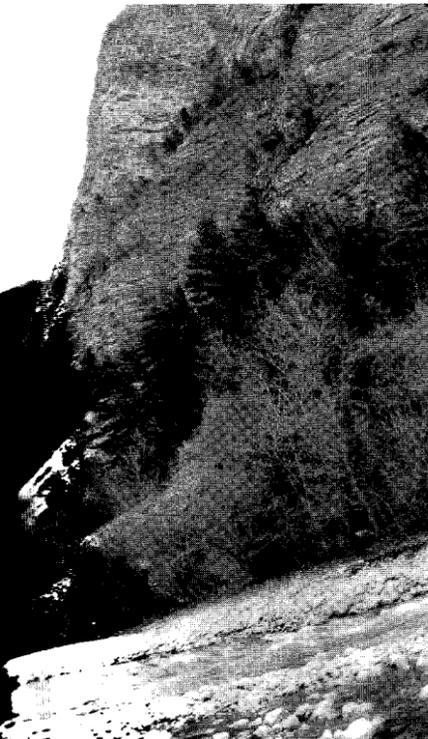
les « paysans » auraient une mission de service public rétribuée à ce titre.

Dans cette perspective, les agriculteurs doivent dialoguer avec tous ceux qui expriment ces nouvelles attentes. D'abord, la périurbanisation et le tourisme expriment une demande croissante d'espaces peu denses, consacrés à une nature protégée et accessibles aux hommes. Les exigences des citadins se rapprochent de ce qu'a pu être la campagne par les faibles densités et par la présence de végétation, mais s'éloignent de la conception de l'usage du sol et de l'espace que mettent jusqu'ici en pratique les agriculteurs. Le bruit, la pollution, les barbelés, la tôle ondulée et les vieux pneus ne font pas partie de l'univers esthétique des urbains bucoliques. Comme on le voit dans le Marais poitevin ou dans les Pyrénées, ou en général sur la question de l'eau, les conflits entre écologistes et agriculteurs se multiplient. Pour les premiers, l'idéal est de ne toucher à rien, pour les seconds, les parcelles cultivables et les bâtiments sont les éléments d'une gigantesque usine qui, par les paysages qu'elle engendre, évoque davantage le monde de la fabrique que celui de la technopole. Les agriculteurs constituent plutôt l'antithèse du type de campagne dont rêvent les citadins. On peut bien sûr abandonner aux cultures une partie du territoire (35% actuellement, un peu moins dans les années à venir), comme on accepte les zones industrielles ou les camps militaires : dans un pays à densité globale faible comme la France, il y a de la place pour tout le monde.

Il faut donc s'inscrire en faux contre l'opinion commune, malheureusement présente dans la plupart des discours politiques, selon laquelle la *justice spatiale* passerait par l'uniformité du territoire. La justice, c'est l'égalité des chances, donnée à tous, d'accéder à ce que la société propose de meilleur. La ville, l'idée même de ville, parce qu'elle consiste à offrir toute la diversité du social en un même lieu, présente une belle tra-



▲ Cestas (Gironde). Les cultures, pour les agriculteurs, sont des éléments d'une gigantesque usine.
■ Les paysages qu'elles engendrent, en Gironde, en Beauce ou en Champagne ne font pas partie de l'univers bucolique dont rêvent les urbains...



XAVIER LAVBOURS / METIS

duction de ce principe. Or la ville, c'est, par définition, la concentration spatiale. Dans un monde où une véritable civilisation urbaine, choisie et assumée, s'installerait, il resterait forcément, même si la population de la planète était multipliée par deux ou par trois, beaucoup de surfaces inhabitées. Faudrait-il « miter » l'espace d'une infinité de pavillons de banlieues pour réaliser un rêve puéril d'« harmonie » ?

QUE VOULONS-NOUS ?

Cet ordre géométrique n'est pas sans rappeler, même si l'on nous en propose aujourd'hui une version abâtardie par les aléas du combat politique, les utopies qui, de More à Fourier, prétendaient enrégimenter les citoyens dans le carcan d'une esthétique du social définie *a priori* par ses promoteurs. Il semble bien que ce genre de discours, qui s'oppose à la fois à la liberté et à la démocratie, ait cessé d'entrer en résonance avec la marche du monde. L'égalité, qui constitue en apparence le point fort de ce type de construction intellectuelle, se révèle elle-même illusoire : une uniformité entre agents y est imposée, alors que nos concitoyens veulent être traités, dans l'équité et la parité, comme des acteurs. Quand en outre cela prend la forme du repli nostalgique et de la

peur du mouvement qui caractérisent la défense actuelle de la ruralité, s'y ajoutent des connotations nationalistes et xénophobes plutôt déplaisantes.

« Pas de pays sans paysans ! », disent-ils. Et si, derrière ce slogan présomptueux, se cachait une vérité ? C'est le mythe du « pays », agricole et militaire, que la force de ses autoréférences faisait croire éternel, qui s'éteint. Tout doucement, l'opinion commence à se lasser des « jacqueries » et de leurs encombrants folklores. Notre système politique, après avoir été le « chef-d'œuvre » d'une territorialité à la française, en devient subrepticement l'otage. Par petites touches écologiques, européennes et urbaines, les paysans cessent progressivement d'être nos chouchous. Ils demeurent les propriétaires des terres et des terroirs, mais plus des territoires. L'espace, qui n'est d'ailleurs pas fait que de *territoires* mais aussi de réseaux, sera de plus en plus l'enjeu des conceptions et des rêves de tous ses producteurs, qui sont aussi ses usagers — les agriculteurs parmi eux. Si ceux-ci ne peuvent décider seuls à la place de tous, que voulons-nous, nous ? L'épuisement du modèle ruraliste de *conservation du territoire* pose à chaque citoyen la question de l'aménagement de ses espaces. Un chantier de société s'ouvre.